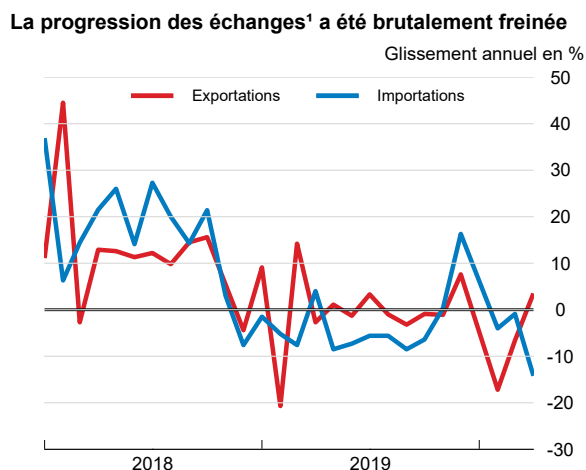
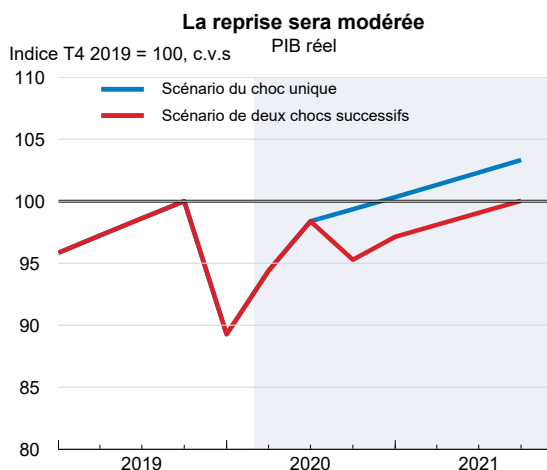


Chine

Suite au déclin trimestriel le plus important enregistré au premier trimestre, le PIB baissera de 3.7 % environ en 2020 si le virus revient plus tard dans l'année, et d'un point de pourcentage de moins si une seconde vague de contagions peut être évitée, avant de rebondir en 2021. Le COVID-19 a déstabilisé les activités économiques dans l'ensemble du pays et de nombreuses entreprises restent fermées en dépit de la levée des mesures de confinement. La pandémie a entraîné une hausse de l'épargne de précaution et érodé la confiance des consommateurs, assombrissant les perspectives de la consommation à court terme. Les investissements infrastructurels soutiendront la croissance sur fond d'effondrement de l'investissement privé et de la demande étrangère. Si le virus revient, le second choc sur l'économie sera beaucoup moins grave que le premier, étant donné que lors de la première flambée du virus, survenue au moment des fêtes, beaucoup de Chinois n'étaient pas chez eux et n'ont ensuite pas pu regagner leur lieu de travail en raison des mesures de confinement.

Bien que les mesures de confinement aient été levées, les secteurs liés au secteur du tourisme et les entreprises fortement tributaires de la demande étrangère sont loin d'avoir retrouvé leur rythme de croisière. Étant surreprésentées dans ces catégories, les petites entreprises sont frappées de façon disproportionnée, poussant le chômage à la hausse. Les mesures d'octroi de prêts et d'exonérations fiscales soulageront sans doute les entreprises qui y ont droit, mais un grand nombre d'établissements se financent auprès du secteur bancaire parallèle et doivent continuer de payer leurs charges fixes même s'ils n'engrangent plus de recettes. Pour pouvoir faire face à ces coûts fixes, ils ont besoin d'un soutien accru. Les travailleurs qui ont été licenciés ou placés en congé non rémunéré devraient bénéficier d'une aide sociale quel que soit leur lieu de résidence. La part des frais de santé restant à la charge des patients devrait être réduite. Les investissements dans l'infrastructure devraient être orientés sur les réseaux de transport urbain et interurbain et les routes rurales, qui offrent la promesse d'un rendement social élevé, en particulier pour réduire les risques climatiques.

Chine 1



1. Les données sont exprimées en termes nominaux. Le taux de croissance en février 2020 correspond à la croissance cumulée en janvier et février par rapport à la même période de l'année dernière.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et CEIC.

Chine : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de CNY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Chine: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	74.6	6.9	6.7	6.1	-3.7	4.5
Demande intérieure totale	73.0	6.0	7.2	5.9	-3.3	4.1
Exportations de biens et services	14.6	11.3	3.7	2.0	-4.6	4.4
Importations de biens et services	12.9	6.9	5.7	0.3	-2.6	2.2
Exportations nettes ¹	1.7	1.1	-0.2	0.4	-0.5	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	3.5	1.6	1.4	1.6
Indice des prix à la consommation	—	1.5	1.9	2.9	4.0	2.3
Solde financier des administrations publiques ² (% du PIB)	—	-3.1	-3.1	-3.7	-7.6	-7.6
Balance budgétaire principale ³ (% du PIB)	—	-2.9	-2.6	-2.8	-4.0	-3.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	0.2	1.0	0.6	0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Prend en considération les soldes de l'ensemble des quatre comptes budgétaires (compte général, compte de fonds, caisses de sécurité sociale et comptes des entreprises publiques).

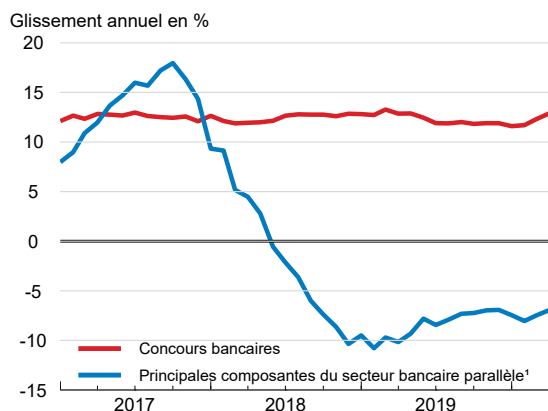
3. Le solde budgétaire global est le solde officiel défini comme la différence entre les recettes et les dépenses. Les recettes comprennent : les recettes du budget général, les recettes du fonds central de stabilisation et l'ajustement budgétaire infranational. Les dépenses comprennent : les dépenses du budget général, le renflouement du fonds central de stabilisation et le remboursement du principal de la dette infranationale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137485>

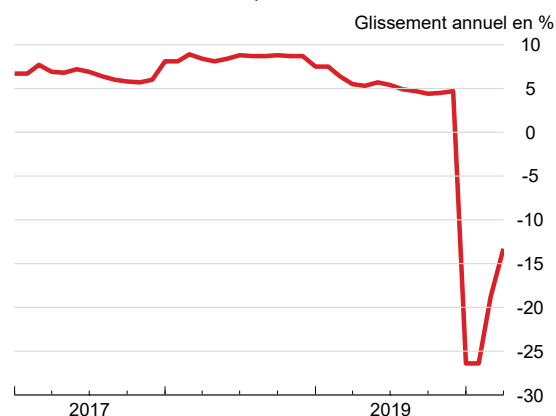
Chine 2

La contraction se poursuit dans le système bancaire parallèle sur fond de hausse robuste du crédit dans le système officiel



L'investissement privé s'est effondré

Données cumulées depuis le début de l'année



1. Le secteur bancaire parallèle comprend les prêts inter-entreprises, les prêts consentis par l'intermédiaire de fonds fiduciaires et les acceptations bancaires non escomptées.

Source : CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139176>

Chine : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de CNY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Chine: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	74.6	6.9	6.7	6.1	-2.6	6.8
Demande intérieure totale	73.0	6.0	7.2	5.9	-2.2	6.3
Exportations de biens et services	14.6	11.3	3.7	2.0	-3.8	6.1
Importations de biens et services	12.9	6.9	5.7	0.3	-1.8	3.3
Exportations nettes ¹	1.7	1.1	-0.2	0.4	-0.5	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	3.5	1.6	1.4	1.6
Indice des prix à la consommation	—	1.5	1.9	2.9	3.8	1.9
Solde financier des administrations publiques ² (% du PIB)	—	-3.1	-3.1	-3.7	-7.2	-6.2
Balance budgétaire principale ³ (% du PIB)	—	-2.9	-2.6	-2.8	-3.6	-3.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	0.2	1.0	0.6	0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Prend en considération les soldes de l'ensemble des quatre comptes budgétaires (compte général, compte de fonds, caisses de sécurité sociale et comptes des entreprises publiques).

3. Le solde budgétaire global est le solde officiel défini comme la différence entre les recettes et les dépenses. Les recettes comprennent : les recettes du budget général, les recettes du fonds central de stabilisation et l'ajustement budgétaire infranational. Les dépenses comprennent : les dépenses du budget général, le renflouement du fonds central de stabilisation et le remboursement du principal de la dette infranationale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137504>

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des points de vulnérabilité et laissé des séquelles dans l'économie

Le virus du COVID-19 a été identifié pour la première fois à Wuhan, dans la province de Hubei. Après l'épidémie de SARS en 2002-03, le système de lutte contre les maladies a été renforcé mais reste confronté à des problèmes de gouvernance multi-niveaux, à telle enseigne que seule une forme de confinement extrêmement stricte pouvait endiguer la propagation du virus, et cela au prix de la perte de plusieurs milliers de vies humaines.

Le confinement de l'épicentre ayant été annoncé la veille du Nouvel An chinois, les vacances ont été prolongées de deux semaines dans la plupart des régions du pays. Le système des comités de voisinage a joué un rôle crucial, pratiquant des tests de dépistage rigoureux, traçant les contacts des malades et isolant les cas confirmés et suspectés. La distribution de ressources médicales de qualité est très inégale dans le pays : les grandes villes s'en arrogent la plus large part, obligeant les zones rurales à s'autoconfiner pour éviter le virus. Conséquence des mesures strictes mises en place, près de la moitié des districts de Chine n'ont enregistré aucun cas de COVID-19. Les activités ont commencé à reprendre peu à peu à partir de la mi-février, mais les restrictions ont été maintenues pendant deux mois dans la province de Hubei et pendant deux mois et demi à Wuhan.

L'activité économique a enregistré son recul trimestriel le plus important

L'activité économique a baissé de 6.8 % au premier trimestre (par rapport à l'année précédente), principalement à cause de la chute de la production industrielle et des services liés au tourisme. À l'inverse, les services informatiques et financiers affichent une croissance alerte, surfant sur l'essor du paiement en

ligne et l'émergence de nouvelles applications répondant à la demande de services sans contact. Le secteur de la construction, qui emploie de nombreux travailleurs immigrés, a tardé à redémarrer en raison du manque de main-d'œuvre et/ou de matériel de protection. Le secteur manufacturier a lui aussi été durement éprouvé. Lorsque l'épidémie s'est déclarée, les travailleurs n'étaient pas sur leur lieu de travail car c'était les vacances, et une fois leurs congés terminés, ils n'ont pas pu retourner dans leur entreprise à cause des mesures de confinement. La diffusion progressive de la pandémie dans le monde a eu des effets particulièrement délétères sur les chaînes de valeur mondiales, entraînant toute une série de perturbations sur les liens vers l'amont et vers l'aval. Les entreprises industrielles ont repris la production mais sont 10 points de pourcentage sous leurs taux d'utilisation des capacités habituels. Les petites entreprises et les entreprises privées, du fait de leur concentration dans les secteurs de fabrication de biens de consommation et d'exportation, ainsi que les services liés au tourisme paient un tribut particulièrement élevé, avec pour conséquence une hausse du chômage urbain. Les travailleurs migrants qui partent chercher du travail temporaire dans les villes ne sont pas couverts par ces données car ils peuvent difficilement se permettre de rester en ville lorsqu'ils perdent leur emploi.

Les investissements dans l'infrastructure et l'assouplissement monétaire modéré soutiennent la croissance

Des dépenses publiques ont rapidement été engagées pour pourvoir à la forte augmentation des besoins en matériel et équipements de santé publique et prendre en charge les coûts du traitement du COVID-19. Cette aide s'est révélée cruciale dans la mesure où la part des frais de santé restant à la charge des patients est élevée en Chine ; cela étant, seuls sont remboursés les soins correspondant à des cas confirmés. Les dépenses de R-D affectées à la mise au point de médicaments et de vaccin ont également augmenté. Les entreprises des secteurs et régions les plus touchés bénéficient de réductions et d'exonérations de TVA et d'impôt sur les bénéfices, et pour le personnel médical, des déductions d'impôt sur le revenu s'appliquent aux heures supplémentaires et aux prestations en nature. Les réductions ou exonérations de cotisations de sécurité sociale sont encore plus importantes. Si ces baisses d'impôts et de charges soulagent les groupes auxquels elles sont destinées, les autorités doivent fournir une aide plus systématique au maintien de l'emploi pour éviter que des entreprises qui seraient viables dans d'autres circonstances ne disparaissent. Les émissions obligatoires anticipées des autorités locales, serviront principalement à financer des investissements infrastructurels, qui soutiendront la croissance.

La coïncidence de l'apparition du virus et du Nouvel An chinois s'est traduite par des injections massives de liquidités en début d'année, relayées par un appui en liquidité continu adapté aux besoins. Parmi les mesures adoptées dans le domaine de la politique monétaire figurent l'abaissement du ratio de réserves obligatoires, la réduction des intérêts payés sur les réserves excédentaires et la diminution du taux préférentiel de prêt, du taux de la facilité de crédit à moyen terme et du taux des opérations d'open market. Ces mesures ont créé les incitations nécessaires pour encourager les banques à prêter, comme l'illustre la croissance vigoureuse du crédit. Certaines mesures visent à accroître les prêts aux petites entreprises. Les prêteurs régionaux, qui sont en général davantage exposés aux petites entreprises et aux services liés au tourisme, bénéficient d'une réduction plus importante de leur taux de dépôt obligatoire auprès de la banque centrale. En outre, le ratio de couverture des provisions pour pertes sur prêts appliqué aux petites et moyennes banques a été réduit de 20 points de pourcentage, tandis que le coefficient attribué à l'inclusion financière dans les évaluations réglementaires a été revu à la hausse. Plus récemment, la banque centrale a lancé un plan de rachat de crédits octroyés par de petites banques et remplissant les critères d'admissibilité, et établi une structure ad hoc à vocation spéciale pour prêter aux petites entreprises. Le moratoire des remboursements d'emprunt des PME a été repoussé à la fin du mois de mars 2021.

L'atonie de la demande intérieure et extérieure pèsera sur la reprise

L'augmentation de la motivation à épargner, le fléchissement de la confiance des consommateurs et la faiblesse persistante de nombreux marchés d'exportation vont ralentir la reprise. De nouvelles éclosions sporadiques du virus pourraient survenir dans les deux scénarios, entraînant l'instauration de mesures de confinement à plus petite échelle, et les activités impliquant des contacts physiques ou des rassemblements dans des espaces fermés ne reprendront pas. Avec un plan de relance modéré équivalent à 3-4 % du PIB, la croissance sera négative cette année malgré la hausse des investissements infrastructurels, qui intervient après un plongeon. Dans le scénario de deux chocs successifs, la croissance du PIB sera inférieure d'un point de pourcentage par rapport au scénario du choc unique, la morosité de la demande étrangère pesant sur les exportations et les confinements limitant la production. Ces facteurs freinent également la croissance dans le scénario du choc unique, mais à un degré moindre.

La concentration des faillites dans les régions et secteurs les plus touchés pourrait signer la chute des établissements de prêt spécialisés dans ces régions et secteurs et, ce faisant, provoquer la matérialisation du risque systémique, qui pourrait de surcroît se propager à d'autres régions. Les entreprises privées lourdement endettées pourraient elles aussi se trouver acculées à la faillite dans l'éventualité où les moratoires ou restructurations de dette ne seraient pas étendus. Laisser les entreprises d'État et autres entités publiques endettées et non viables faire faillite accentuerait la perception du risque. Par ailleurs, l'abaissement du ratio de couverture des pertes sur prêts pour les petites banques rend celles-ci plus vulnérables aux faillites en série des petites entreprises. Les faillites aggraveraient le taux de chômage, à la fois dans les zones urbaines et parmi les migrants. Les mesures de confinement appliquées dans les autres pays pourraient perturber les chaînes de valeur, pénalisant les producteurs de pièces et de composants et les assembleurs chinois – même si ces derniers sont devenus moins tributaires des intrants importés. Si les pays d'Asie se relèvent de la crise du COVID-19 plus vite que prévu, cela profitera aux exportations dans la mesure où ces marchés sont ceux qui connaissent la plus forte croissance, mais aussi à l'emploi, étant donné que les entreprises tournées vers l'export représentent près d'un quart de l'emploi total. De surcroît, comme la moitié des exportations proviennent d'entreprises privées, la reprise des exportations mettrait un terme à l'effritement de la part des investissements privés.

L'aide aux personnes et aux petites entreprises touchées par la pandémie doit être renforcée pour assurer une reprise robuste

La crise du COVID-19 devrait être l'occasion d'engager des réformes visant à réduire la part des frais médicaux qui reste à la charge des patients et à renforcer la protection sociale, de manière à encourager les dépenses. La décision des autorités de ne pas fixer de cible de croissance du PIB cette année devrait permettre de se focaliser davantage sur la qualité de la croissance. L'abandon permanent des cibles de croissance du PIB impliquerait la fin des incitations à poursuivre la croissance à tout prix et, par conséquent, rendrait la croissance plus durable. Une accélération de la réforme du système d'enregistrement des ménages, visant à garantir l'accès de tous aux services publics, irait dans le même sens. Le rééquilibrage de l'économie de l'investissement vers la consommation ne pourra pas se poursuivre sans ces réformes structurelles. Le secteur privé a besoin de règles du jeu équitables pour voir s'élargir ses perspectives d'investissement et inverser le déclin de la part des investissements privés. À des fins d'efficacité, il est essentiel de cibler les dépenses d'infrastructure sur les projets présentant un rendement social élevé, par exemple les systèmes de transport urbain et les routes rurales, d'autant plus si ces investissements contribuent à atténuer les risques climatiques.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Chine », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f12b3d18-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.